



Marcel Alexander Niggli, président du comité de direction du PNR 40+

Commentaire du président du comité de direction du PNR 40+

Au cours de sa session 2003, le Parlement des Jeunes a déposé une pétition demandant l'application de l'interdiction des symboles faisant publiquement l'apologie du national-socialisme et du fascisme. La Commission des affaires juridiques du Conseil national a décidé à l'unanimité en avril 2004 d'y donner suite et de proposer l'adoption d'une motion allant dans le même sens. Après des débats relativement brefs, le Conseil national vient de se prononcer favorablement sur les deux sujets en mars 2005. Cela ne semble d'ailleurs guère surprenant, puisqu'une future loi fédérale instituant des mesures contre le racisme, le hooliganisme et la propagande incitant à la violence qui est actuellement en préparation proposera elle aussi un complément correspondant du code pénal. Le Conseil fédéral prévoit d'introduire de nouveaux éléments constitutifs d'infraction concernant les symboles, paroles, gestes et formules de salutation à caractère raciste (art. 261ter P-CP). Selon la législation actuelle, la seule utilisation de tels symboles ou gestes n'est pas punissable à condition qu'ils ne servent pas à propager des idéologies et ne poursuivent pas des fins de propagande. Dans la pratique, il est difficile de distinguer les deux états de faits, ce qui rend les poursuites très aléatoires. La procédure de consultation sur ce projet de loi est déjà achevée et les résultats qui en ont été publiés sont très intéressants: 20 cantons, quatre partis (PRD, PSS, PDC et PCS), les commandements de

police de Zurich, Neuchâtel et Argovie, ainsi que la Commission fédérale contre le racisme, la Fédération suisse des fonctionnaires de police et la Conférence des directeurs de police des villes suisses y sont favorables. Dans l'autre camp, les cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures et Zoug, trois partis (UDC, les Verts, DS) ainsi que la Commission consultative en matière de sûreté intérieure, les Juristes démocrates de Suisse et l'Organisation faîtière des petites et moyennes entreprises, rejettent l'introduction d'une telle norme pénale. Nous sommes impatients de connaître l'issue de cette affaire.

Marcel Alexander Niggli
Président du comité de direction du PNR 40+

Liens:

Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national:
http://www.parlament.ch/afs/data/f/bericht/2004/f_bericht_n_k12_0_20042010_0_20040429.htm

Résultats de la procédure de consultation:
http://www.fedpol.ch/f/archiv/berichte/extrem/041222_BWIS_Ergebnisse_Vernehmlassung_f.pdf

Procès-verbal des débats du Conseil national:
http://www.parlament.ch/ab/framset/f/n/4707/119915/f_n_4707_119915_120033.htm?DisplayTextOif=120034

«Je voudrais surtout des conseils pratiques»

Interview de Beat Hensler, commandant de la Police cantonale lucernoise

En février, la Police cantonale lucernoise annonçait l'arrestation de 18 extrémistes de droite. Les néonazis incriminés avaient agressé en automne dernier à Willisau les participants d'une manifestation autorisée contre le racisme. Ils sont accusés de violation de

la loi sur les armes et les explosifs et du code pénal militaire, de dommages à la propriété et de vol.

Il s'agit d'hommes qui sont tous âgés de 15 à 25 ans. A votre avis, qu'est-ce qui les a incités à rejoindre des groupements d'extrême droite?

En plus des Hammerskins suisses (Schweizerische Hammerskins, SHS), le milieu de l'extrême droite se compose d'un grand nombre de petits groupements qui, généralement, n'ont pas de structures d'organisation précises. On y consomme beaucoup d'alcool, si bien que le passage à des actes tels que des dommages à la propriété, des violences, des coups et blessures et des discriminations raciales se fait facilement. Nous sommes régulièrement frappés de constater que l'âge des auteurs de tels délits ne cesse de diminuer. Bien des jeunes rejoignent le milieu simplement parce qu'à l'école, ils ont eu des problèmes avec des étrangers, en particulier originaires des Balkans. Dans l'extrême droite, ils trouvent des personnes animées des mêmes sentiments.

Les activistes arrêtés viennent des cantons d'Argovie, de Berne et de Lucerne. Pensez-vous que votre canton est un véritable bastion de l'extrémisme de droite?

On ne peut pas localiser clairement un foyer de l'extrême droite. Avec Zurich, Berne, Soleure, Argovie et Bâle-Campagne, Lucerne fait assurément partie des principaux rayons d'action du milieu en Suisse alémanique. Par ailleurs, celui-ci est fortement représenté dans les régions rurales.

Comment le milieu de l'extrême droite évolue-t-il dans le canton de Lucerne?

Les membres du groupe Morgenstern et des skinheads sont en légère augmentation. Nous constatons surtout une hausse du nombre de sympathisants et militants occasionnels. D'autre part, les incidents liés à l'extrême droite sont en recrudescence.

Que pensez-vous du potentiel de violence qui émane de tels groupements dans le canton de Lucerne?

L'agressivité ainsi que la propension à



la violence ont clairement augmenté au sein de l'extrême droite. La xénophobie et le racisme sont étroitement associés aux aspects politiques et sociaux du phénomène. Le besoin de s'attaquer à plus faible que soi semble grand et procure apparemment une satisfaction. L'envie de provoquer et de trouver une source d'excitation est très importante dans les groupes d'extrême droite. Leurs adhérents éprouvent aussi un grand plaisir à assister aux retombées de leurs actes de violence. Le potentiel de violence de ce milieu n'est néanmoins pas suffisamment élevé pour que l'on puisse parler d'une mise en danger de la sûreté intérieure.

A votre avis, la police et la justice ont-elles suffisamment de marge de manœuvre et de moyens pour agir efficacement contre les groupements d'extrême droite?

La police et la justice ne peuvent pas résoudre le problème à elles seules. Il est essentiel que la volonté politique de se distancer de l'extrémisme soit clairement communiquée. Cela vaut d'ailleurs pour toutes les formes d'extrémisme, aussi celui de gauche. L'exemple de Willisau montre pourtant que la police est en mesure d'agir effi-

cacement contre de tels groupements. Il est vrai que notre situation serait plus facile si tout commerce de propagande d'extrême droite, tels que des supports de contenus xénophobes, antisémites, fascistes, racistes et appelant à la violence, ainsi que le port de symboles nazis, était punissable. Des bases légales allant dans ce sens sont en cours d'élaboration au niveau fédéral.

L'implication permanente des acteurs du terrain dans les processus de recherche constitue un enjeu central pour le PNR 40+. Quelles sont, du point de vue de la police, les attentes et exigences à l'égard de ce programme de recherche?

Il faudrait arriver à générer un maximum de conseils pour la pratique quotidienne. En ce qui me concerne, j'attends par exemple des réponses aux questions suivantes: Comment peut-on empêcher principalement des jeunes de rejoindre le milieu de l'extrême droite? Quel soutien les communes pourraient-elles recevoir afin de leur permettre de lutter efficacement contre le phénomène? Je voudrais surtout des conseils pratiques et tangibles qui nous disent comment agir concrètement face à un problème de société.

Les jeunes dans la zone d'ombre de la violence d'extrême droite

Au cours de l'été 2004, nous avons mené une enquête qualitative auprès de 25 jeunes victimes d'actes de violence dictés par des idéologies d'extrême droite. Le dépouillement effectué jusqu'à présent permet de dégager certaines typologies de victimes qui constituent des ensembles homogènes et sont représentatives d'une sous-culture caractéristique. Deux catégories générales ressortent plus particulièrement: un premier grand groupe de victimes est issu de courants alternatifs de gauche. La littérature spécialisée les décrit et ces personnes incarnent l'ennemi naturel des jeunes extrémistes de droite. Ils se font remarquer par leur aspect physique et leur comportement qui en font les cibles désignées. Les agressions sont spontanées et se distinguent par une vive brutalité. Une deuxième catégorie importante réunit tant des victimes que des auteurs d'agressions. Ces jeunes présentent une forte propension à la violence et cherchent parfois sciemment la confrontation avec des extrémistes de droite. La violence est généralement précédée de provocations verbales. Une intense rivalité mutuelle fait paraître acceptable le recours à la violence lorsque l'occasion s'en présente. Une partie de ces jeunes émane également des cercles de l'alternative de gauche. Ceux-ci se distinguent pourtant de la catégorie évoquée précédemment par le fait qu'ils sont eux aussi prêts à user de moyens illégaux pour imposer leurs vues. D'un autre côté, nous trouvons des bandes de jeunes étrangers qui possèdent de fortes identité et solidarité de groupe et réagissent aux provocations avec agressivité.

Toutes les catégories de victimes partagent une attitude de rejet à l'encontre des poursuites des autorités. Seuls quelques jeunes ont fait état de leurs expériences et démêlés avec la police. Cette constatation confirme l'hypothèse que le grand public n'a connaissance que d'une infime partie des actes de violence impliquant des adeptes des idéologies d'extrême droite. Les résultats d'études de suite reconstructives portant sur la zone d'ombre de la violence d'extrême droite, lesquelles seront menées au cours de l'automne 2005 sur la base d'inter-

Le PNR 40+ est un sujet d'actualité!



Module auteurs et victimes

380 articles de presse sur des incidents, événements et commentaires dans le contexte de l'extrémisme de droite au cours du mois de mars en attestent: le thème est d'une actualité brûlante en Suisse. De son côté, le Programme national de recherche PNR

40+ étudie intensément le phénomène sous l'angle scientifique. Dans cette troisième édition du bulletin électronique du PNR 40+, vous découvrirez les nouveaux résultats intermédiaires des recherches de trois responsables de projets du PNR 40+



views des victimes, devraient donc être particulièrement intéressants.

*Martin Schmid, Marco Storni
ecce – gemeinschaft für sozialfor-
schung, Basel*

Pour de plus amples informations:
www.ecce.ch (site en allemand)

Analyse des motivations de rupture

Dans notre étude portant sur les motivations susceptibles d'inciter des jeunes à rompre avec des groupements liés à l'idéologie de droite, nous nous intéressons plus particulièrement à leur socialisation familiale ainsi qu'au tissu de relations avec des personnes du même âge. A l'aide de recherches biographiques, nous tentons de mieux comprendre l'horizon de ces jeunes. Une observation qualitative de longue durée de 45 jeunes est basée sur deux interviews personnelles menées à un an d'intervalle. Parallèlement, toutes les personnes qui participent à l'étude remplissent trois questionnaires à six mois de distance. Les interviews orales portent essentiellement sur l'historique personnel des jeunes, alors que les questionnaires visent à cerner leurs attitudes face à la vie. Nous avons défini trois catégories: des membres d'un groupe organisé qui ne pensent pas à le quitter, des jeunes qui envisagent de se distancer et d'autres qui ont déjà rompu avec le milieu.

Si initialement, il a été difficile de trouver suffisamment de jeunes exprimant une volonté de rupture, nous sommes déjà parvenus entre-temps à en interroger 40 oralement et par écrit. La moitié de ces jeunes ont déjà concrétisé la rupture. La deuxième enquête écrite est actuellement en cours et nous procédons parallèlement à un dépouillement analytique des premières réponses. Les motifs de rupture sont multiples et vont de conflits internes au groupe jusqu'à des modifications dans l'environnement personnel ou au commencement d'une nouvelle phase de vie.

*Ueli Mäder, Institut für Soziologie der
Universität Basel*

*Wassilis Kassis,
Abteilung Pädagogik des Philosophi-
schen Seminars der Universität Basel*

Pour de plus amples informations:
ueli.maeder@unibas.ch
wassilis.kassis@unibas.ch

Revue de presse en ligne

Combien d'articles ont-ils paru le mois dernier sur l'extrémisme de droite? Quels sont les événements liés au thème qui ont plus particulièrement retenu l'attention des médias? Une évaluation qualitative et quantitative des échos de la presse suisse répond à ces questions. Désormais, une revue de presse «Extrémisme de droite» peut être téléchargée tous les mois sur le site du Programme national de recherche PNR 40+ à la rubrique «Médias».

Lien:
www.pnr40plus.ch

www.contreextremismemededroite.ch

Trouver sur Internet des informations approfondies sur l'extrémisme de droite exige du temps et même un peu de chance. Si différentes organisations proposent une gamme assez étendue d'informations et de conseils, une structure claire à même de faciliter les recherches manquait jusqu'à présent.

Cette lacune est désormais comblée: www.contreextremismemededroite.ch, disponible dans les trois langues nationales, recense les résultats de recherches, expériences d'organisations actives dans le domaine, rapports de projets, articles de presse et informations sur des manifestations. Le site est conçu comme une entrée en matière qui permet aux intéressés d'accéder confortablement aux portails Internet des organisations partenaires. Il devient ainsi la plateforme d'échange par excellence entre tous ceux qui proposent et qui recherchent des informations.

Lien:
www.contreextremismemededroite.ch

Impressum

e-Newsletter du Programme national de recherche PNR 40+ «Extrémisme de droite – causes et contre-mesures», N° 3, avril 2005

Éditée par:
Comité de direction du PNR 40+
Fonds national suisse de la recherche scientifique
Wildhainweg 20, 3001 Berne
www.pnr40plus.ch

Conception graphique:
Unikat AG, Künsnacht

Rédaction:
cR Kommunikation AG
Stefan Batzli/Claude Meier
3001 Berne
stefan.batzli@crkom.ch
claudemeier@crkom.ch